



25 octobre 2011

## RÉDUCTION DU DÉFICIT DU QUÉBEC EN 2010-2011 ET MAINTIEN DU PLAN DANS SES GRANDES LIGNES

### Faits saillants

- Le ministre des Finances du Québec, Raymond Bachand, a publié les Comptes publics 2010-2011 du gouvernement plus tôt dans la journée. Il a également publié le document intitulé Le point sur la situation économique et financière du Québec, Automne 2011. Aucune nouvelle mesure, y compris fiscale, n'a été annoncée. Par contre, des révisions ont été apportées aux hypothèses de planification économique et financière.
- Le déficit de la province pour 2010-2011 a été comptabilisé à hauteur de 3,15 milliards de dollars (1,0 % du PIB), une réduction de un milliard de dollars par rapport aux prévisions budgétaires de mars.
- Les provisions pour éventualités ont été augmentées de 100 millions de dollars, chaque année, de 2011-2012 à 2013-2014. Malgré ce changement, les cibles de réduction des déficits à moyen terme demeurent identiques à celles présentées dans le budget 2011.
- Le cap est maintenu sur le retour à l'équilibre budgétaire en 2013-2014, selon le calendrier initial.
- Les chiffres prévus pour la croissance économique annuelle de la province ont été réduits de 0,3 à 0,6 point de pourcentage par rapport aux prévisions budgétaires. Ce portrait révisé concorde avec le point de vue des Services économiques TD sur les perspectives économiques à court terme pour le Québec.

Plutôt dans la journée, le ministre des Finances du Québec, Raymond Bachand, a publié deux documents, Comptes publics 2010-2011 et Le point sur la situation économique et financière du Québec. Ceux-ci révèlent que le solde budgétaire prévu pour 2010-2011 est moins déficitaire d'environ un milliard de dollars par rapport à celui qui était prévu au budget 2011. Il s'agit de la deuxième année de suite où les données inscrites aux livres ont été inférieures de plus de un milliard de dollars aux estimations cibles. Toutefois, comme ce fut le cas l'année dernière, le montant de ces améliorations ne se reporte pas aux années subséquentes. En fait, les estimations du déficit pour 2011-12 et 2012-2013 sont identiques à celles établies au budget de mars. Selon ces chiffres et afin de tenir compte de la conjoncture mondiale fragile et des prévisions d'une croissance économique provinciale plus modérée, les provisions pour éventualités annuelles ont été augmentées de 100 millions de dollars. Même avec les changements de faible ampleur apportés aux données, le gouvernement a réaffirmé son engagement à renouer avec l'équilibre budgétaire d'ici 2013-2014, ce qui est fidèle au calendrier de départ et à ce que prévoit la loi provinciale.

### Les Comptes publics annoncent un bon point de départ

La publication des Comptes publics 2010-2011 marque l'inscription officielle de l'exercice aux livres comptables. Le déficit enregistré pour l'année s'établit à 3,15 milliards de dollars. Le solde budgétaire est moins déficitaire de 1,05 milliard de dollars par rapport aux estimations prévues au budget 2011.

L'amélioration des recettes est principalement attribuable à l'augmentation des revenus tirés des droits miniers perçus et à de meilleurs résultats financiers des entreprises gouvernementales, dont les états financiers sont consolidés avec ceux du gouvernement. L'absence de la nécessité d'un recours à la provision pour éventualités de 300 millions de dollars s'est aussi traduite par des dépenses en moins. Cependant, une hausse de 346 millions de dollars des dépenses de programmes par rapport aux prévisions budgétaires vient annuler l'effet de cette dépense non réalisée.

Le gouvernement fait remarquer que le déficit correspond à 1,0 % du PIB provincial en 2010-2011. En comparaison, le ratio du déficit fédéral par rapport au PIB canadien est de 2,1 %. Le chiffre pour l'Ontario est aussi plus élevé, à 2,3 %. À la lumière de ces comparaisons, le gouvernement du Québec trace, selon la mise à jour d'automne, une bonne trajectoire financière et est en meilleure santé que ses homologues. Nous serions d'accord avec cette affirmation, si le déficit était ici la mesure pertinente; toutefois, nous ne saurions être d'accord si le niveau d'endettement des provinces était pris en compte, le gouvernement du Québec demeurant le plus endetté des gouvernements provinciaux.

HYPOTHÈSES ÉCONOMIQUES PIB RÉEL QUÉBEC				
Année civile	2010	2011	2012	2013
<b>M. à jour Aut. 2011</b>	2.9	1.6	1.6	2.0
<b>Budget 2011</b>	3.0	2.0	2.2	2.3
<b>Différence</b>	-0.1	-0.4	-0.6	-0.3

Source : min. des Finances du Québec, *Le Point sur la situation écon. et fin. du Québec 2011.*

### Croissance économique modérée en vue

Une grande partie du texte de la mise à jour d'automne est consacrée aux perspectives économiques actualisées pour la province. Comme nous en faisons part dans notre point de vue exprimé, l'économie du Québec s'est assez bien tenue au cours des phases initiales de la reprise, c'est-à-dire en 2010 et au premier semestre de 2011. Une amélioration des investissements des entreprises, notamment dans le secteur minier, et un retour rapide aux niveaux d'emploi d'avant la récession ont aidé à soutenir une excellente performance. Cependant, la province a encore un profil manufacturier important et les indicateurs économiques décevants en provenance du sud de la frontière ont nui aux exportations étrangères. Les nouvelles décevantes qui nous viennent des États-Unis refroidissent également la performance de

SITUATION FINANCIÈRE DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC [en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire]						
Exercice	Réelle	Le Point sur la situation écon. et fin. 2011				
	2010-11	2011-12	2012-13	2013-14	2014-15	2015-16
<b>RECETTES</b>	<b>62,650</b>	<b>65,404</b>	<b>69,354</b>	<b>73,164</b>	<b>74,315</b>	<b>76,990</b>
Variation en %	-0.8	4.4	6.0	5.5	1.6	3.6
Recettes autonomes	47,225	50,257	53,597	56,225	58,269	60,218
Variation en %	-1.6	6.4	6.6	4.9	3.6	3.3
Transferts fédéraux	15,425	15,147	15,757	16,939	16,046	16,772
Variation en %	1.7	-1.8	4.0	7.5	-5.3	4.5
<b>DÉPENSES</b>	<b>67,149</b>	<b>69,007</b>	<b>70,776</b>	<b>72,661</b>	<b>74,584</b>	<b>77,036</b>
Variation en %	-0.8	2.8	2.6	2.7	2.6	3.3
Dépenses de programmes	60,165	61,284	62,255	63,467	65,348	67,614
Variation en %	-2.3	1.9	1.6	1.9	3.0	3.5
% du PIB	19.0	18.5	18.1	17.8	17.5	17.5
Frais de la dette publique	6,984	7,723	8,521	9,194	9,236	9,422
en % des recettes	11.1	11.8	12.3	12.6	12.4	12.2
Dépôts Fonds des générations	0	929	1,047	1,108	1,560	2,008
Réserve budgétaire	0	-400	-200	-100	0	0
Résultats nets, entrepr. gouv.	1,349	203	122	-403	-706	-929
Déficit à compenser					975	975
Total AUTRE	1,349	732	969	605	854	1,079
<b>SOLDE</b>	<b>-3,150</b>	<b>-2,871</b>	<b>-453</b>	<b>1,108</b>	<b>1,560</b>	<b>2,008</b>
% du PIB	-1.0	-0.9	-0.1	0.3	0.4	0.5
Paiements destinés au Fonds des générations	-760.0	-929	-1,047	-1,108	-1,560	-2,008
<b>SOLDE après paiements</b>	<b>-3,150</b>	<b>-3,800</b>	<b>-1,500</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
% du PIB	-1.0	-1.1	-0.4	0.0	0.0	0.0
<b>DÉTTE NETTE</b>	<b>158,995</b>	<b>NA</b>	<b>NA</b>	<b>NA</b>	<b>NA</b>	<b>NA</b>
% du PIB	50.1	--	--	--	--	--

Source : min. des Finances du Québec, *Le Point sur la situation économique et financière du Québec 2011.*

l'économie pour 2011 dans son ensemble.

L'incertitude qui pèse davantage sur l'économie, combinée à une confiance des consommateurs et des entreprises fortement ébranlée, ont obligé la province à abaisser de 0,4 point de pourcentage ses prévisions de croissance du PIB réel pour 2011. La croissance du PIB réel devrait dorénavant s'établir à 1,6 % en 2011. Pour ce qui est de l'avenir et conformément à notre point de vue, la province s'attend à ce que la croissance économique progresse selon un rythme modeste ou modéré à court terme. Exprimé en chiffres, le PIB réel se dirige vers une baisse située entre 0,3 et 0,6 point de pourcentage en 2012-2013.

### La transition vers la TVH prise en compte dans le plan

L'affaiblissement prévu de la croissance économique, évoqué à la section précédente, pèse quelque peu sur les rentrées de fonds. Le gouvernement estime qu'il entraînera un manque à gagner de 850 millions de dollars sur trois ans, ce qui cadre passablement avec notre analyse de sensibilité. Les transferts fédéraux, principalement par l'intermédiaire des paiements de péréquation, devraient également diminuer en 2012-2013 et en 2013-2014 pour atteindre 444 millions de dollars sur deux ans. Dans le cadre de ses dernières prévisions, le gouvernement soutient que les sommes à recevoir au titre de la péréquation devraient diminuer après une meilleure tenue de l'économie québécoise comparativement au rendement affiché par les autres provinces au moment de la publication du budget 2011.

Bien que les accords fiscaux fédéraux puissent diminuer à moyen terme, les recettes tirées du gouvernement fédéral, dans leur ensemble, sont à la hausse, en grande partie grâce à la récente conclusion d'une entente concernant la taxe de vente harmonisée (TVH) entre Ottawa et Québec, le 29 septembre 2011. L'entente officielle signée permettra au gouvernement québécois de recevoir 2,2 milliards de dollars en deux versements, soit 733 millions de dollars en 2012-2013 et 1 467 millions de dollars en 2013-2014. Ces montants ont déjà une incidence sur le plan budgétaire de la province.

### Retour à l'équilibre budgétaire maintenu pour 2013-2014

De prime abord, il est étonnant que cet énorme coup de pouce donné aux recettes ne se traduit pas par d'importantes améliorations de la situation financière du Québec. Cependant, c'est exactement ce qui ressort de notre examen : les chiffres des déficits du gouvernement pour 2012-2013

HYPOTHÈSES ÉCONOMIQUES - QUÉBEC			
[ variation en %, sauf indication contraire ]			
Année civile	2010	2011	2012
<b>PIB nominal</b>	5.0	4.4	3.7
<b>PIB réel</b>	2.9	1.6	1.6
<b>M. en chantier (k)</b>	51.4	45.1	41.0
<b>Emplois (k)</b>	66.7	54.1	35.4
<b>T. de chômage (%)</b>	8.0	7.6	7.6

Source : min. des Finances du Québec, *Le Point sur la situation éc. et fin. du Québec 2011*.

et 2013-2014 sont identiques à ceux présentés dans le budget 2011, alors que les fonds des paiements de transition n'étaient pas encore obtenus. Par ailleurs, le cap est solidement maintenu pour l'échéance initiale du retour à l'équilibre budgétaire en 2013-2014. L'absence de modification de l'ensemble des résultats tient au montant de 1,3 milliard de dollars à titre de « mesures à identifier » établi au budget dans le cadre des efforts de réduction des dépenses gouvernementales. Ces mesures semblent avoir été mises en suspens ou reportées. Les hausses de la provision pour éventualités érodent également une partie des fonds affectés à la transition vers la TVH. Pour ce qui est de la dette nette, les chiffres révisés n'ont pas été pris en compte dans la mise à jour d'aujourd'hui. Toutefois, comme les prévisions pour le déficit sont pratiquement inchangées, on ne s'attend à aucune mise à jour importante relativement au budget de mars dernier.

Le gouvernement a fait inscrire dans la loi en vigueur le retour aux excédents. Il doit aussi respecter les cibles annuelles de réduction du déficit et atteindre l'équilibre budgétaire en 2013-2014 pour le maintenir par la suite. Ce calendrier devrait faire en sorte que la province renoue avec l'équilibre budgétaire un an plus tôt que le gouvernement fédéral (2014-2015) et quatre ans avant l'Ontario (2017-2018). Si cet objectif est atteint, la situation financière améliorée devrait conférer au Québec un avantage concurrentiel. Cependant, comme nous le soutenions dans notre commentaire sur le budget de mars 2011, il existe de nombreux risques de détérioration de la situation pour le plan budgétaire à moyen et à long terme. Figurent parmi les exemples le vieillissement de la population, l'accroissement des dépenses liées au vieillissement, comme les soins de santé, et le renouvellement imminent des accords fiscaux entre Ottawa et Québec. Voilà une longue liste qui rappelle que les dirigeants politiques ne devront pas perdre de vue ces enjeux.

*Sonya Gulati, économiste*  
416-982-8063

Le présent rapport est fourni par les Services économiques TD. Il est produit à titre informatif seulement et peut ne pas convenir à d'autres fins. Il ne vise pas à communiquer de renseignements importants sur les affaires du Groupe Banque TD, et les membres des Services économiques TD ne sont pas des porte-parole du Groupe Banque TD en ce qui concerne les affaires de celui-ci. L'information contenue dans le rapport provient de sources jugées fiables, mais son exactitude et son exhaustivité ne sont pas garanties. De plus, le rapport contient des analyses et des opinions portant sur l'économie, notamment au sujet du rendement économique et financier à venir. Par ailleurs, ces analyses et opinions reposent sur certaines hypothèses et d'autres facteurs et sont sujettes à des risques inhérents et à une incertitude. Les résultats réels pourraient être très différents. La Banque Toronto-Dominion ainsi que ses sociétés affiliées et divisions apparentées qui constituent le Groupe Banque TD ne peuvent être tenues responsables des erreurs ou omissions que pourraient contenir l'information, les analyses ou les opinions comprises dans ce rapport, ni des pertes ou dommages subis.